

2019

Synthèse

INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE

LES DÉFIS DE LA FAIM ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Octobre 2019



ACTED



welt
hunger
hilfe

CONCERN
worldwide

**ENDING
EXTREME POVERTY
WHATEVER
IT TAKES**

La quatorzième édition du rapport de l'Indice de la faim dans le monde (GHI) propose une mesure multidimensionnelle de la faim au niveau national, régional et international. Les dernières données disponibles montrent que si le monde a fait des progrès dans la réduction de la faim dans le monde depuis 2000, le chemin à parcourir est encore long. Parmi les 117 pays étudiés par le GHI, les niveaux de faim sont encore *graves* ou *alarmants* dans 47 pays et *extrêmement alarmants* dans un pays. Cette année, le rapport met l'accent sur le changement climatique qui constitue une menace croissante pour les personnes vulnérables qui souffrent de la faim dans le monde et qui nécessite une action immédiate.

L'INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE (GHI)

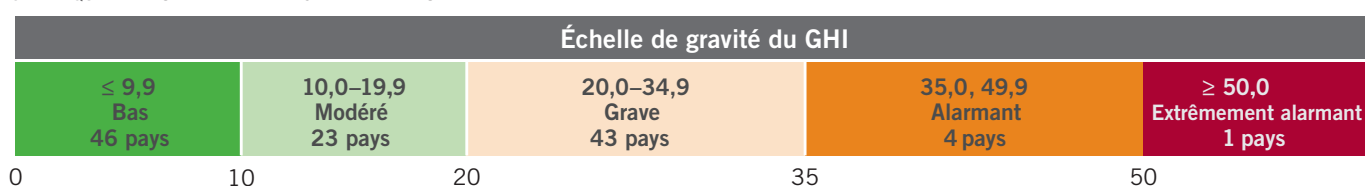
Les résultats du GHI sont basés sur une formule qui regroupe trois dimensions de la faim – un apport calorique insuffisant, la sous-nutrition infantile et la mortalité infantile – mesurés par quatre indicateurs :

- **SOUS-ALIMENTATION** : la part de la population qui souffre de sous-alimentation, reflétant un apport calorique insuffisant
- **ÉMACIATION INFANTILE** : la part des enfants de moins de 5 ans qui souffre d'émaciation (poids insuffisant par rapport à la taille), reflétant une sous-nutrition aigüe
- **RETARD DE CROISSANCE INFANTILE** : la part des enfants de moins de 5 ans qui souffre d'un retard de croissance (taille insuffisante par rapport à l'âge), reflétant une sous-nutrition chronique
- **MORTALITÉ INFANTILE** : le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans

Les sources dont sont issues ces données sont l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'UNICEF, la Banque mondiale, les Enquêtes démographiques et de santé (DHS) et le Groupe Inter-agence pour l'Estimation de la Mortalité infantile des Nations unies (UN IGME). Le GHI 2019 est calculé pour 117 pays dont les données sont disponibles et reflète les données collectées entre 2014 et 2018.

Les pays du GHI sont classés sur une échelle allant de 0 à 100 points, 0 étant le meilleur score (pas de faim) et 100 le pire, même si aucun de ces deux cas extrêmes ne se vérifie en réalité. Les scores inférieurs à 10,0 reflètent un niveau de faim *bas*, les scores de 10,0 à 19,9 un niveau *modéré*, les scores de 20,0 à 34,9 indiquent un niveau *grave*, les scores de 35,0 à 49,9 un niveau *alarmant*, et les scores supérieurs à 50 un niveau *extrêmement alarmant* (Graphique 1).

GRAPHIQUE 1 NOMBRE DE PAYS PAR NIVEAU DE FAIM



Source : Auteurs.

CLASSEMENT ET TENDANCES

L'Indice 2019 de la faim dans le monde (GHI) indique qu'avec un score de 20,0, le niveau mondial de faim et de dénutrition se situe à la limite des catégories *modéré* et *grave*. Cette valeur reflète une baisse du score global du GHI pour chaque période examinée depuis 2000, lorsque le score global du GHI était de 29,0 et entré dans la catégorie *grave*. Ce résultat coïncide avec le recul de la pauvreté et une augmentation du financement des initiatives en matière de nutrition dans le monde entier. Toutefois, l'action et les dépenses actuelles sont encore insuffisantes pour atteindre les objectifs mondiaux tels que le deuxième Objectif de développement durable (ODD) - Faim « Zéro » - et les objectifs nutritionnels mondiaux de l'Assemblée mondiale de la Santé (AMS) que les pays ont pris l'engagement de respecter. Il est aussi nécessaire de redoubler d'efforts pour faire face aux événements climatiques extrêmes, les conflits violents, les guerres, les ralentissements et crises économiques qui sont autant de facteurs qui continuent d'exacerber la faim et la dénutrition dans de nombreuses régions du monde. À l'intérieur des frontières nationales, les inégalités contribuent à la persistance de la faim et de la dénutrition, et cela même dans les pays qui ont de bonnes moyennes nationales. Le nombre de personnes sous-alimentées est en réalité passé de 785 millions à 822 millions en 2019.

Au niveau régional

Avec un score de 29,3 pour l'Asie du Sud et de 28,4 pour l'Afrique subsaharienne, ces deux régions ont les résultats du GHI 2019 les plus élevés au monde. Ces scores indiquent des niveaux *graves* de faim selon l'échelle de gravité du GHI. Le score élevé de l'Asie du Sud est dû à ses taux élevés de dénutrition infantile : les taux de retard de croissance et d'émaciation des enfants y sont les plus élevés de toutes les régions évaluées dans le rapport. En Afrique subsaharienne, le score élevé du GHI est dû à ses taux de sous-alimentation et de mortalité infantile qui sont les plus élevés de toutes les régions, tandis que le taux de retard de croissance des enfants de la région

est presque aussi important que celui de l'Asie du Sud. Il est inquiétant de constater que si la prévalence de la sous-alimentation en Afrique subsaharienne a constamment diminué de 1999-2001 à 2013-2015, elle a depuis inversé la tendance en augmentant progressivement.

En revanche, les scores du GHI pour 2019 pour l'Europe de l'Est, les pays du Commonwealth, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie de l'Est et du Sud-Est, le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, varient de 6,6 à 13,3, indiquant des niveaux *bas* ou *modérés* de faim. Cependant, certains pays de ces régions connaissent tout de même des niveaux de faim et de dénutrition *graves* ou *alarmants*.

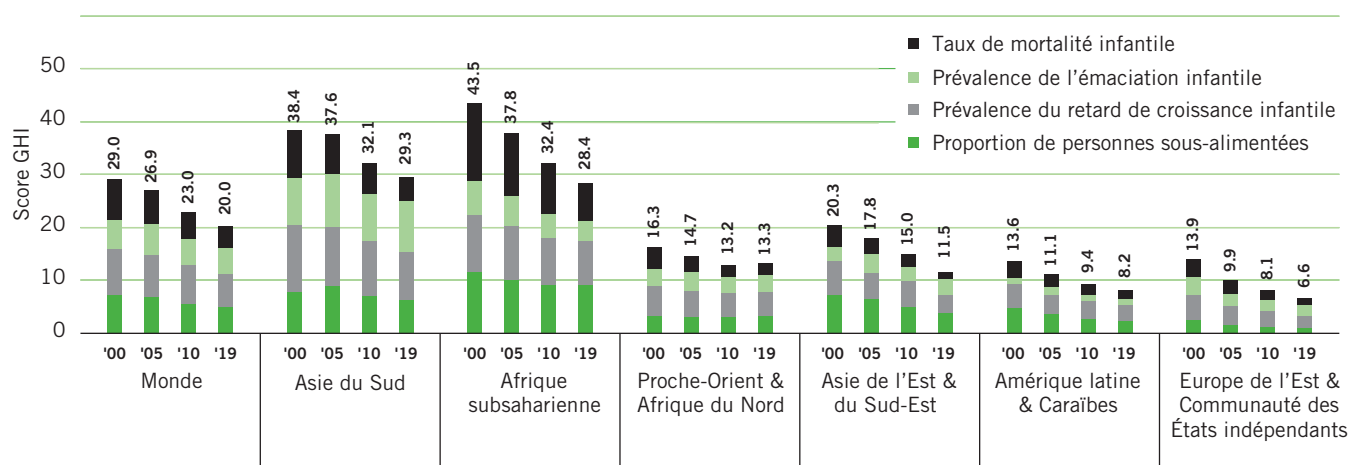
Au niveau des pays

Selon le GHI 2019, parmi les pays pour lesquels des données sont disponibles, un pays, la République centrafricaine, souffre d'un niveau *extrêmement alarmant*, tandis que quatre pays – le Tchad, Madagascar, le Yémen et la Zambie – souffrent d'un niveau *alarmant* de faim. Sur les 117 pays qui ont été classés, 43 ont de niveaux *graves* de faim.

Les scores du GHI n'ont pas pu être calculés pour plusieurs pays en raison du manque de données disponibles relatives aux quatre indicateurs du GHI. Pourtant, les situations de faim et de dénutrition dans neuf de ces pays – le Burundi, les Comores, l'Érythrée, la Libye, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan du Sud et la Syrie – sont considérées comme très préoccupantes. Dans certains cas, les niveaux de faim peuvent être plus élevés que dans les pays pour lesquels les scores du GHI ont été calculés.

L'examen des taux de retard de croissance chez les enfants au niveau infra-étatique révèle des inégalités substantielles de la nutrition des enfants au sein des pays, et ce même dans les pays qui ont de bonnes moyennes. C'est pourquoi, le rapport GHI 2019 examine de plus près la situation alimentaire et nutritionnelle de deux pays,

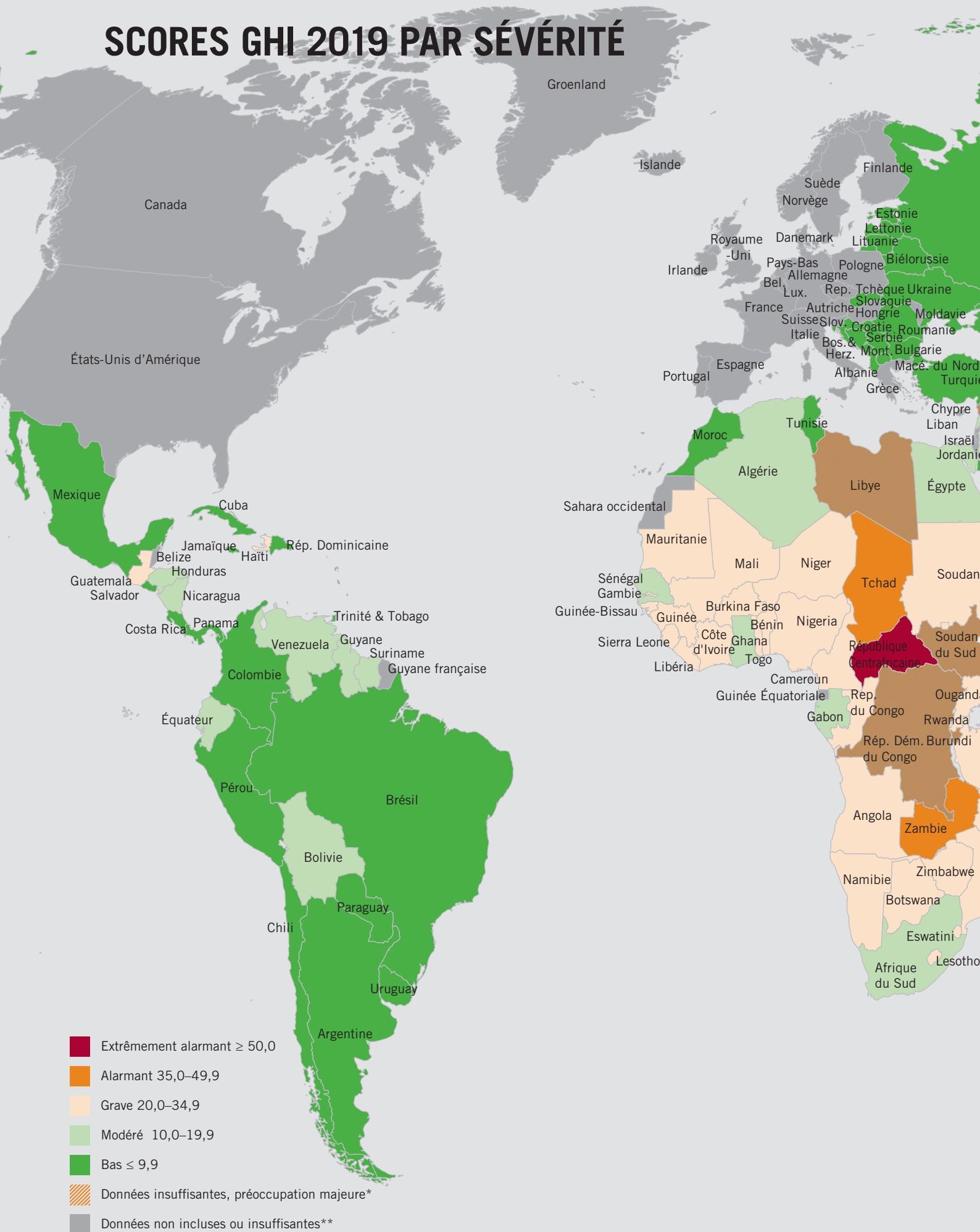
GRAPHIQUE 2 CONTRIBUTION DES INDICATEURS DU GHI AU NIVEAU GLOBAL ET RÉGIONAL EN 2000, 2005, 2010, ET 2019



Source : Auteurs.

Note : Voir l'annexe B du rapport complet pour les sources des données. Les scores régionaux et mondiaux du GHI sont calculés en utilisant des agrégats régionaux et mondiaux pour chaque indicateur et la formule décrite en annexe A. Les agrégats régionaux et mondiaux pour chaque indicateur sont calculés sous forme de moyennes pondérées en fonction de la population, en utilisant les valeurs des indicateurs indiquées en annexe C. Pour les pays ne disposant pas de données sur la sous-alimentation, les estimations provisoires fournies par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont été utilisées dans le calcul des agrégats uniquement, mais ne sont pas présentées en annexe C.

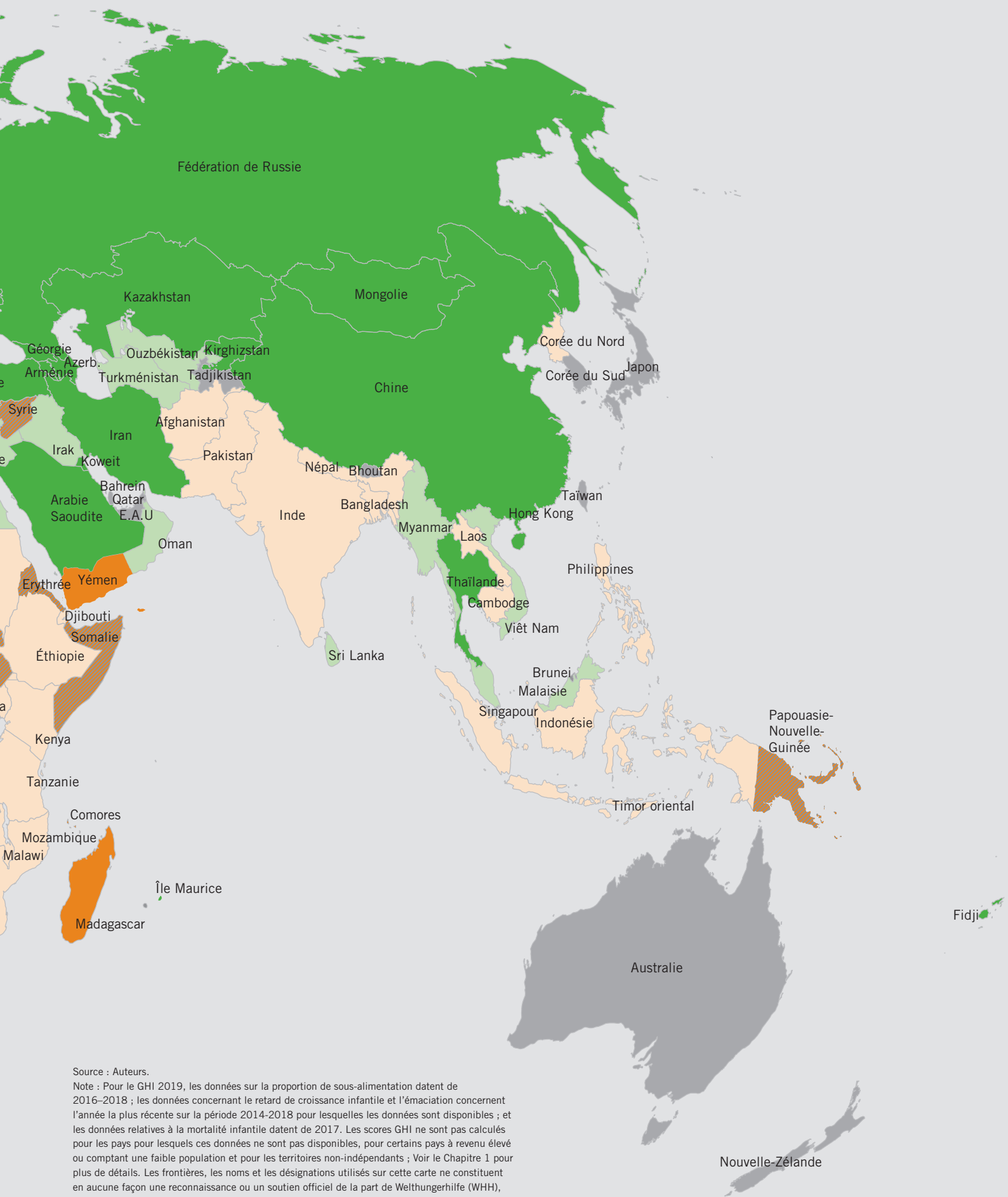
SCORES GHI 2019 PAR SÉVÉRITÉ



*Voir l'encadré 2.1 dans le GHI 2019 pour plus de détails.

**Voir le Chapitre 1 dans le GHI 2019 pour plus de détails.

www.globalhungerindex.org



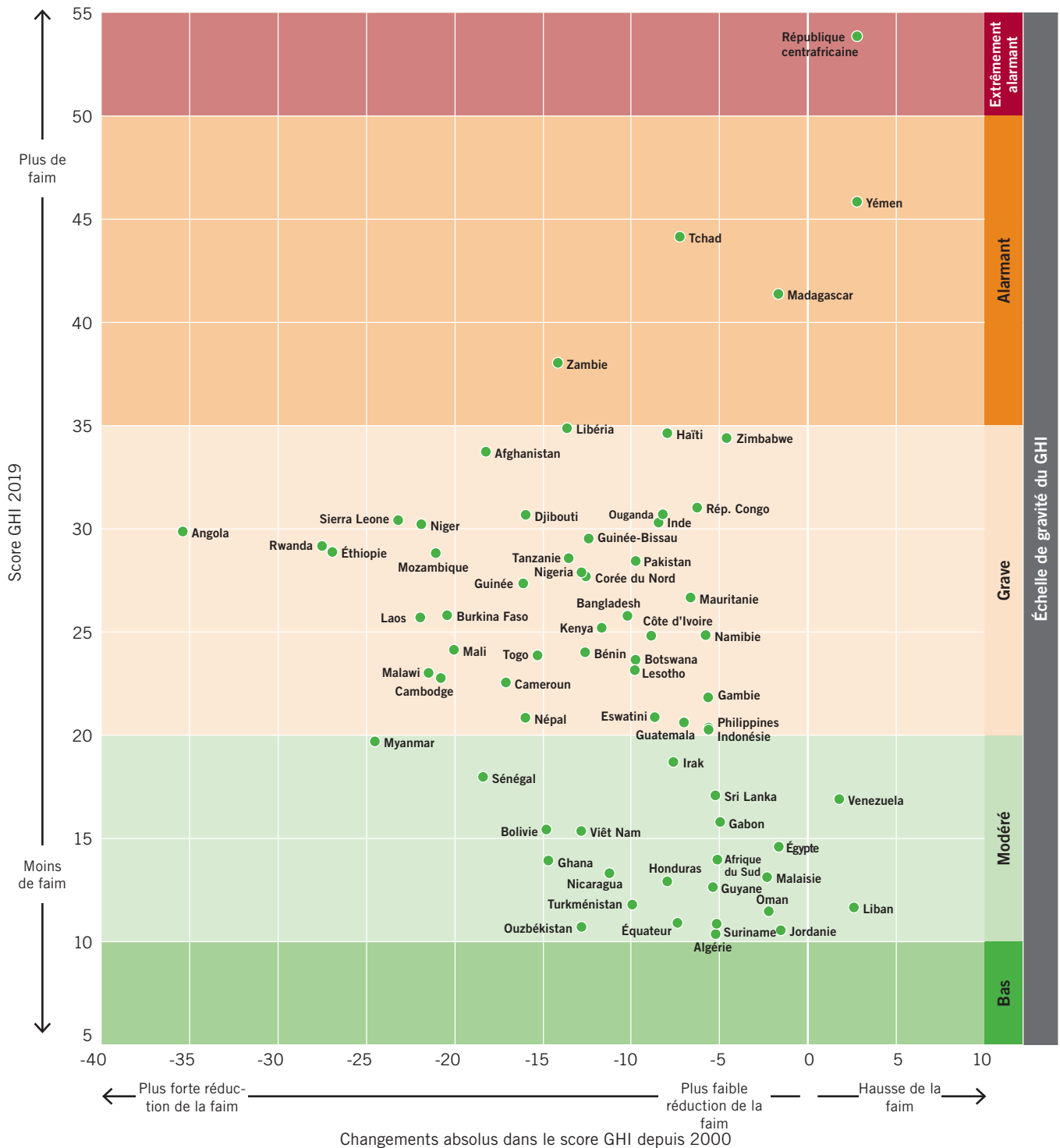
Source : Auteurs.

Note : Pour le GHI 2019, les données sur la proportion de sous-alimentation datent de 2016-2018 ; les données concernant le retard de croissance infantile et l'émaciation concernent l'année la plus récente sur la période 2014-2018 pour lesquelles les données sont disponibles ; et les données relatives à la mortalité infantile datent de 2017. Les scores GHI ne sont pas calculés pour les pays pour lesquels ces données ne sont pas disponibles, pour certains pays à revenu élevé ou comptant une faible population et pour les territoires non-indépendants ; Voir le Chapitre 1 pour plus de détails. Les frontières, les noms et les désignations utilisés sur cette carte ne constituent en aucune façon une reconnaissance ou un soutien officiel de la part de Welthungerhilfe (WHH), Concern Worldwide ou ACTED.

Citation recommandée : « Scores GHI 2018 par sévérité » Carte de l'Indice de la faim dans le monde 2019 : Le défi de la faim et changement climatique, par K. von Grebmer, J. Bernstein, R. Mukerji, F. Patterson, M. Wiemers, R. Ní Chéilleachair, C. Foley, S. Gitter, K. Ekstrom, and H. Fritschel. 2019. Bonn : Welthungerhilfe et Dublin : Concern Worldwide.

GRAPHIQUE 3

2019 ÉVOLUTION DES SCORES DU GHI PAR PAYS DEPUIS 2000



Source : Auteurs.

Note : Ce graphique illustre les évolutions des scores GHI depuis 2000 en valeurs absolues. Ce graphique présente les pays où des données sont disponibles pour calculer les scores GHI 2000 et 2019 et où les scores GHI 2019 indiquent des niveaux de faim modérés, graves, alarmants ou extrêmement alarmants. Certains pays probablement avec d'importants niveaux de faim n'apparaissent pas en raison de données manquantes.

Haïti et le Niger, qui connaissent des niveaux graves de faim et sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique.

Au regard des progrès accomplis à l'échelle mondiale dans la réduction de la faim et de la dénutrition depuis près de 20 ans, on peut penser raisonnablement que le monde peut progresser et continuera à progresser dans la lutte pour éliminer ces fléaux. Cependant, les raisons de s'inquiéter sont nombreuses. Le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde augmente. Trop de pays sont en proie à des conflits violents qui ont fait monter leur niveau

d'insécurité alimentaire de façon brutale. Les phénomènes météorologiques extrêmes mettent en péril la production et la sécurité alimentaires, et sont voués à augmenter en nombre et en gravité avec le changement climatique. Il faudra l'ingéniosité, le dévouement et la persévérance de toute l'humanité pour faire en sorte d'atteindre collectivement la Faim « zéro », tout en relevant le défi inédit que représente le changement climatique.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA FAIM

Rupa Mukerji

Helvetas

Les actions humaines ont créé un monde dans lequel il devient de plus en plus difficile de nourrir suffisamment et durablement la population. 150 années de croissance économique rapide et d'augmentation des émissions de gaz à effet de serre ont fait grimper les températures moyennes mondiales de 1°C par rapport à l'ère préindustrielle. Au rythme actuel des émissions, l'augmentation des températures moyennes mondiales devrait atteindre 1,5°C entre 2030 et 2052. Les modèles climatiques prévoient des températures moyennes plus élevées dans la plupart des régions terrestres et océaniques, des températures extrêmement chaudes dans la majorité des régions habitées, de fortes précipitations et une probabilité toujours plus élevée de sécheresse dans certaines régions. Ces changements affecteront de plus en plus et à plus grande échelle les systèmes humains, notamment leurs systèmes alimentaires, dans le monde entier.

Comprendre les impacts du changement climatique

Le changement climatique a des impacts négatifs directs et indirects sur la sécurité alimentaire et la faim car il bouleverse la production, la disponibilité, l'accès, la qualité, l'utilisation et la stabilité des systèmes alimentaires. La production alimentaire est susceptible de chuter en raison de la hausse des températures, de la rareté de l'eau, de l'augmentation des concentrations de CO₂ dans l'atmosphère et d'événements extrêmes tels que les vagues de chaleur, les sécheresses ou les inondations. Aujourd'hui, les rendements des principales cultures vivrières comme le maïs et le blé sont déjà en baisse à cause d'événements extrêmes, de la prolifération de phytopathologies et de la diminution des ressources en eau.

Les anomalies météorologiques et les changements climatiques, en particulier les phénomènes extrêmes, peuvent contribuer à la hausse des prix des denrées alimentaires et compromettre ainsi l'accès des populations à la nourriture. Ils peuvent également menacer les apports nutritionnels des populations. De récentes études montrent que des concentrations plus élevées de CO₂ réduisent la teneur en protéine, en zinc et en fer des cultures. En outre, le changement climatique peut allonger et aggraver les périodes de soudure qui précèdent les récoltes.

Les aléas climatiques sont susceptibles d'aggraver davantage les pertes alimentaires, dans le contexte d'un système alimentaire mondial où les pertes et le gaspillage sont déjà énormes. Alors que le système alimentaire actuel contribue à hauteur de 21 à 37 pour cent des émissions mondiales de gaz à effet de serre, ces pertes ne font qu'aggraver le changement climatique, sans contribuer à améliorer la sécurité alimentaire ou la nutrition.

En outre, le changement climatique peut contribuer aux conflits, en particulier dans les régions vulnérables et en situation d'insécu-

rité alimentaire. Ces situations créent une double vulnérabilité pour les communautés qui ne sont plus en mesure d'y faire face. L'impact combiné des conflits et du changement climatique détruit les moyens d'existence, provoque des déplacements de populations, aggrave les inégalités économiques et les inégalités basées sur le genre et compromet le relèvement à long terme et le développement durable.

Répondre aux impacts du changement climatique

Les mesures actuelles ne sont pas suffisantes pour faire face à l'ampleur de la menace que le changement climatique fait peser sur la sécurité alimentaire. Les efforts d'atténuation actuels des pays – tels que définis par leurs propres engagements qui ne s'étendent que jusqu'en 2030 – conduiraient d'ici 2100 à un réchauffement de 3 à 4 °C par rapport aux moyennes de l'ère préindustrielle. C'est un dépassement considérable par rapport aux objectifs de 1,5°C et de 2°C qui aura des répercussions importantes sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Des actions plus ambitieuses sont nécessaires pour réduire les risques du changement climatique (atténuation) et pour faire face à ses impacts (adaptation) sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Des modifications mineures ou progressives ne permettront pas d'obtenir des changements de l'ampleur ou du rythme nécessaires pour rester dans les limites du seuil de réchauffement de 2°C défini par l'Accord de Paris. La transformation, un changement fondamental dans les attributs des systèmes humains et naturels, est maintenant reconnue comme un élément central des voies de développement résilientes au climat qui répondent aux objectifs de l'Agenda 2030, en particulier l'Objectif 2 de la Faim « Zéro », et de l'Accord de Paris. Ces trajectoires doivent comprendre des mesures d'atténuation, d'adaptation et de développement durable. Plus généralement, ils exigent un changement profond et réfléchi vers la durabilité, facilité par l'évolution des valeurs et des comportements individuels et collectifs et par un équilibre plus juste du pouvoir politique, culturel et institutionnel dans les sociétés.

Les mesures d'atténuation et d'adaptation doivent être associées à des politiques de protection sociale qui préservent les personnes les plus vulnérables de la faim, de l'insécurité alimentaire et d'autres effets négatifs de ces mesures. En outre, la bonne gouvernance, le renforcement des capacités, la planification participative et les mécanismes de redevabilité envers les populations sont essentiels pour aider les gens et les institutions à négocier et à définir des mesures justes et durables au profit de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour tous.

RECOMMANDATIONS

Donner la priorité à la résilience et aux capacités d'adaptation des groupes et des régions les plus vulnérables

- Les gouvernements et les bailleurs de fonds doivent appuyer les communautés vulnérables des pays du Sud dans l'élaboration et la mise en place de stratégies adaptées au contexte du changement climatique, afin de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, mais aussi la souveraineté alimentaire. Ces actions peuvent comprendre le soutien à la diversification de la production agricole, à l'amélioration de l'accès des agriculteurs aux services de vulgarisation, aux ressources et aux marchés, et à la création d'emplois non agricoles dans les zones rurales.
- Les gouvernements doivent faciliter la participation des populations à la prise de décisions des politiques en matière de climat. Des stratégies d'adaptation devraient être élaborées avec les communautés touchées en fonction de leurs besoins. Ces stratégies devraient intégrer les savoirs autochtones et traditionnels, en particulier ceux des femmes, et être appuyées par l'accès à de nouvelles études, technologies et données agricoles et météorologiques.

Mieux se préparer et réagir aux catastrophes

- Les bailleurs de fonds et les gouvernements doivent accroître leurs investissements dans la prévention des catastrophes et la réduction des risques de catastrophe, en particulier dans les régions vulnérables exposées à des phénomènes météorologiques extrêmes. Il s'agit notamment d'investir dans des systèmes d'alerte et de réponse précoce, dans des mécanismes de financement fondés sur des prévisions et dans des infrastructures adaptées. Les bailleurs de fonds doivent mettre à disposition un financement flexible et facilement répartissable pour faire face aux crises alimentaires et réagir aux catastrophes lorsqu'elles surviennent.
- Parce que le changement climatique fait peser des risques sur la paix et la stabilité, les gouvernements et les bailleurs de fonds doivent investir dans le renforcement de la résilience pour prévenir les conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles, comme l'eau et la terre, dans des contextes fragiles.

Transformer les systèmes alimentaires et lutter contre les inégalités

- Une transformation radicale des modes de production et de consommation, en particulier dans les pays à revenu élevé, est cruciale pour réduire les émissions et garantir à tous l'accès à une alimentation saine et durable. Les gouvernements doivent promouvoir des systèmes de production durables, la consommation d'aliments nutritifs et la réduction des pertes et des gaspillages alimentaires.

- Les mesures visant à réduire la pauvreté et les inégalités sont essentielles pour renforcer la résilience des populations les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Par conséquent, les gouvernements et les bailleurs doivent accroître considérablement les investissements dans le développement rural, la protection sociale, les services de santé et l'éducation.
- Alors que le changement climatique accroît la compétition pour l'accès aux ressources naturelles, les gouvernements doivent garantir les droits à la terre et à l'eau, y compris les droits coutumiers, des peuples autochtones et des communautés rurales. Il est par exemple essentiel de suivre des cadres déjà existants tels que les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (DVG).
- Les gouvernements doivent adopter et appliquer des cadres réglementaires pour veiller à ce que la production des marchandises agricoles commercialisées à l'échelle mondiale ne porte pas atteinte au droit à l'alimentation ou aux droits fonciers dans les régions où elles sont produites. Les entreprises privées doivent se conformer aux règlements et directives tels que les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme.

Prendre des mesures pour atténuer le changement climatique sans compromettre la sécurité alimentaire et nutritionnelle

- Tous les pays, en particulier les pays à revenu élevé, doivent honorer d'urgence leur engagement à mettre en œuvre l'Agenda 2030 et l'Accord de Paris. Les pays doivent mettre en œuvre des mesures plus ambitieuses, telles que la décarbonisation, la construction d'infrastructures vertes et l'élargissement de la séquestration du carbone.
- Les pays doivent rendre compatibles les mesures concernant le climat avec les politiques alimentaires et commerciales afin d'éviter que les mesures d'atténuation et d'élimination du dioxyde de carbone – telles que l'utilisation des terres agricoles pour la production de bioénergie – ne nuisent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

S'engager en faveur de financements équitables

- Les gouvernements doivent intensifier leur soutien financier aux personnes et régions les plus vulnérables. Le financement de l'adaptation au changement climatique doit recevoir la même importance que son atténuation. Il doit en particulier soutenir les pays les moins avancés (PMA) et s'ajouter aux engagements d'aide publique au développement (APD) pour garantir que les ressources consacrées au développement durable ne soient pas réduites.

Deutsche Welthungerhilfe e. V.

Friedrich-Ebert-Straße 1
53173 Bonn, Allemagne
Tel. +49 228-2288-0
Fax +49 228-2288-333
www.welthungerhilfe.de
Membre de l'Alliance2015

Concern Worldwide

52-55 Lower Camden Street
Dublin 2, Irlande
Tel. +353 1-417-7700
Fax +353 1-475-7362
www.concern.net
Membre de l'Alliance2015

Auteurs :

Welthungerhilfe : Fraser Patterson (Policy Advisor), Miriam Wiemers (Policy and External Relations); **Concern Worldwide**: Réiseal Ní Chéilleachair (Head of Global Advocacy), Connell Foley (Director of Strategy, Advocacy, and Learning); **Consultants indépendants** : Klaus von Grebmer, Jill Bernstein, Heidi Fritschel; **Towson University**: Seth Gitter and Kierstin Ekstrom; **Auteure invitée** : Rupa Mukerji (Director, Advisory Services, and Senior Advisor, Adaptation to Climate Change, Helvetas).

Le contenu de cette publication a fait l'objet d'un examen collégial.

Les frontières, les noms et les dénominations utilisés sur les cartes dans cette publication ne constituent en aucune façon la reconnaissance ou l'expression d'un soutien officiel de la part de Welthungerhilfe, Concern Worldwilde ou ACTED. Crédits photo : AFP/Diptendu Dutta 2016

Cette publication est disponible sous Creative Commons Attribution 4.0 International License (CC BY-NC-ND 4.0), <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>.